



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION
N° CFVU 27-SFP-024

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires
parcours type Droit fondamental des affaires
Année universitaire 2018/2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la Faculté de Droit et Science Politique en date du 13 février 2018,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Droit fondamental des affaires sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

1.1 Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Droit fondamental des affaires, est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances dans les disciplines relevant du droit des affaires et d'acquérir ainsi des compétences spécialisées de haut niveau dans ce domaine. Cette formation donne aux étudiants une formation à la recherche fondamentale en droit des affaires ainsi qu'à la recherche appliquée leur permettant une mise en pratique de leurs connaissances.

ARTICLE 2 Conditions générales d'accès

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires ; parcours type Droit Fondamental des Affaires, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit des affaires ou d'un autre Master de droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission est subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3 Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4 Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5 Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 2ème année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Droit fondamental des affaires, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6 Organisation de la formation

6.1 – Le Master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Droit fondamental des affaires, est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 2 unités d'enseignement, le second semestre, 2 unités d'enseignement, totalisant respectivement 28 et 32 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

ARTICLE 7 Voie Recherche

7.1 - La rédaction d'un mémoire est obligatoire. Ce mémoire d'une centaine de page est rédigé sous la direction d'un enseignant du parcours type Droit fondamental des affaires, portant sur l'une des matières de ce parcours.

7.2 - L'étudiant qui le souhaite peut faire valider un stage en rapport avec la formation, qu'il aurait effectué durant l'année en cours et avant le 1er septembre. Ce stage qui doit avoir une durée minimale de deux mois doit être justifié par une attestation du maître de stage et donner lieu à la rédaction d'un rapport d'une vingtaine de pages évalué – avant la fin de la session - par un jury composé d'enseignants du parcours . Ce stage validé pourra donner lieu à une bonification-

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8 Organisation des examens

8.1 – L'examen du Master comporte une session unique pour chaque semestre.

ARTICLE 9 Modalités d'organisation de la session unique

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées

U.E 1 : un examen terminal constitué de deux épreuves écrites d'une durée de cinq heures, portant sur deux matières tirées au sort un mois avant l'examen, parmi les quatre matières composant l'U.E

U.E 2 : Une interrogation orale sur la matière de l'U.E.2 qui a été choisie par l'étudiant comme option.

Les cours de langue étrangère donnent lieu à un contrôle continu.

La note attribuée dans le cadre d'un contrôle continu portant sur une matière ou une unité d'enseignement résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrit, d'oral, de projet ou de travaux de groupe à la discrétion de chaque enseignant.

U E 3 : un examen terminal constitué d'un exposé-discussion portant sur l'ensemble des matières composant l'U.E.1, UE2 hors langue vivante et l'U.E.3.

U.E.4 : un examen terminal constitué de la remise et de la soutenance devant un jury d'un mémoire.

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

Sont admis à passer la session de rattrapage dite de cas de force majeure les étudiants :

Absents à la session unique du semestre concerné et :

- qui peuvent justifier d'un cas de force majeure, c'est à dire la réunion de trois éléments qui le rendent exceptionnel par nature (imprévisible, irrésistible et extérieur),

- et qui ont déposé un dossier (formulaire et justificatif d'absence) auprès de leur scolarité au plus tard 10 jours calendaires suivant la fin de la période d'examen concernée,
- et, qui ont reçu un avis favorable de la commission composée du Doyen et de deux membres du bureau de la Faculté. La décision de cette instance n'est pas susceptible de recours. Le Président est lié par cet avis.

ARTICLE 11 Bonifications

10.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

11.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12 Condition de validation des unités et des semestres

12.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne

► **Par compensation :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de 280/560 points pour le semestre 3 et 320/640 points pour le semestre 4 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

Toute note inférieure à cinq sur 20 à l'exposé-discussion peut être déclarée éliminatoire par décision spéciale du jury, quel que soit le nombre total de points obtenus.

12.2 - Les semestres sont validés isolément.

► **Isolément :**

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 280/560 points pour le semestre 3 et 320/640 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 28 et 32 crédits européens correspondants (ECTS).

Le jury d'examen peut octroyer des points jury.

ARTICLE 13 Conditions d'attribution d'une mention

13.1 -L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14 Délivrance du diplôme

14.1 Pour être déclaré admis, l'étudiant doit obtenir une moyenne générale au moins égale à 10/20 sur l'ensemble de l'année. Le jury d'examen peut octroyer des points jury. L'obtention du diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires ; parcours type Droit Fondamental des Affaires donne lieu aux mentions suivantes:

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire



PJ : annexes

Annexe 1 Master 2 mention Droit des affaires, parcours type Droit fondamental des affaires année 2018/2019

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE 1 Enseignements fondamentaux	Traitement des défaillances des entreprises	obligatoire	24	20	2 épreuves écrites de 5 heures chacune portant sur 2 matières tirées au sort un mois avant l'examen	240 points pour chaque épreuve écrite	480
	Droit des sociétés et des marchés financiers	obligatoire		20			
	Les biens de l'entreprise	obligatoire		20			
	Droit fiscal des affaires	obligatoire		20			
UE 2 Enseignements complémentaires	Droit de l'arbitrage	obligatoire		10	Un oral sur la matière choisie	60	60
	Contrats internationaux	obligatoire		10			
	Droit de la concurrence interne et internationale	obligatoire		10			
	Droit du travail	obligatoire		10			
	Histoire du droit des affaires	obligatoire		10			
	Langue vivante- Anglais	obligatoire		10	Contrôle continu	20	20
Bonification		Facultatif				3.33% du total des points du semestre	
Total Semestre 3			28	120		560	

Annexe 1 Master 2 mention Droit des affaires, parcours type Droit fondamental des affaires année 2018/2019

Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE 3 Enseignements complémentaires	Principes généraux du droit pénal des affaires	obligatoire	10	10	Un exposé discussion portant sur toutes les matières commun avec UE1 et UE2 hors anglais	200	200
	Régime des obligations civiles et commerciales	obligatoire		10			
	Propriété industrielle et nouvelles technologies	obligatoire		10			
	Financement du crédit aux entreprises	obligatoire		10			
UE4 Recherche	Méthode des techniques juridiques	obligatoire	22	10	Mémoire et soutenance	440	440
	Méthode de l'exposé-discussion	obligatoire		10			
	Apprentissage des techniques de la recherche	obligatoire		5			
	Mémoire et soutenance	obligatoire					
Bonification		Facultatif				3.33% du total des points du semestre	
Total Semestre 4			32	65		640	
Total Année			60	205		1200	



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media